Remarques sur quelques propos récents d'économistes

Posté le : 17 juin 2012 10:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes

Nous faisons sur ce blog une part importante aux attitudes. Dans les études du passé cette dimension manque toujours. Les historiens se penchent sur les chiffres, les courbes, les livres, les déclarations publiques. Ils restent généralement impuissants à détecter les courants de pensée, les attitudes, la psychologie des intervenants au moment des évènements. Comme l'économie est largement politique et qu'il y a qu'on le veuille ou non une sorte d'alchimie entre l'opinion générale et les politiques suivies, même si la rupture entre le peuple et les élites soit une caractéristique majeure des trente dernières années et a pris une dimension historique lors des dernières élections (l'abstention a battu tous les records au premier tour des présidentielles de 2012), il est important de savoir comme la réalité est perçue par le terrain.

Parmi les acteurs de terrain les économistes sont intéressants. Certes ils ne produisent pas , ni n'exportent mais ils trahissent peu ou prou l'explication qu'un observateur obligé de l'économie se donne des problèmes du moment.

A la veille d'une élection qui pourrait signifier la fin de la Grèce dans l'Euro et même la fin de l'Euro, alors que le système bancaire espagnole est en feu et que l'électoralisme impénitent du nouveau président Hollande met à mal la relation avec l'Allemagne, sans que cela ait l'air de troubler trop ni le marché des changes ni celui des actions, nous avons choisi de commenter l'analyse d'un économiste de la banque Oddo, une institution financière qui a réussi à trouver sa place dans la restructuration générale du métier d'agent de change et sa bancarisation, mais dont la note vient juste d'être dégradée par une agence de notation et de relever un article d'économistes paru dans le Monde.

Que dit notre économiste bancaire ?

1. "**la trajectoire de la dette espagnole est insoutenable**. Quand nous parlons de dette espagnole, il s'agit de la dette globale, publique et privée. A partir d'un certain niveau, la distinction dette publique / dette privée perd de sa pertinence, car la dette privée devient publique."

Cette phrase est amusante parce que nous l'avions pratiquement écrite en…2006, non pas pour l'Espagne mais pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Comme nous l'avons fait si souvent remarquer, depuis 1971 l'ensemble de la dette globale qui était redescendue en dessous de 150% remonte dans ces pays, passe les 200 puis 250 puis 300 puis 350%. Cette trajectoire était "insoutenable" et il nous paraissait qu'au prochain retournement du cycle ce nuage de dettes éclaterait. C'est pourquoi nous avions annoncé dès cette date une récession de grande ampleur pour 2009.

Nous sommes de ceux qui indiquent depuis toujours que la distinction dette publique /dette privée n'a pas de sens. L'économie globale ne connait qu'une créance ou qu'une dette globale. Si elle est globalement irrécouvrable, elle l'est, même si les aspects juridiques et techniques des deux dettes sont différents.

Ce qui est intéressant c'est de voir qu'après 5 ans de crise une vérité élémentaire GLOBALE commence à être comprise à un échelon NATIONAL, celui de l'Espagne. La Grèce était jusqu'ici

considérée comme un cas particulier où la malhonnêteté publique et le clanisme étaient seuls en cause.

Combien d'années supplémentaires faudra-t-il pour que même dans les services économiques des banques on en vienne à penser que tout le système est insoutenable ? D'accord il ne faut pas décourager la clientèle…mais tout de même.

2. "Commençons par dire que **nous ne savons rien de ce qui peut se passer dans les prochains jours"**.

Tous les économistes qui conseillent les sociétés de placement ont renoncé à faire quelques prévisions que ce soit. Pourquoi ces sociétés recrutent-ils des économistes ? Pour faire des prévisions. La situation est paradoxale.

Une occasion de plus de rappeler qu'ils n'avaient pas vu la crise de 2007 venir (le blocage du marché interbancaire sera considéré comme "du jamais vu qu'on avait le plus grand mal à comprendre") et pire encore de 2008-2009.

Il suffit de se rapporter au paragraphe précédent pour comprendre que cette crise était facile à prévoir.

Le renoncement à la prévision et au conseil de la part des économistes est une des réalités à laquelle il serait bon de réfléchir. Pourquoi cette impuissance ? Un défaut structurel de la vulgate économique dominante ? Le poids des intérêts qui scelle les bouches ? L'indigence de la profession ?

Cela dit, l'auteur réalise que tout dépendra des politiques et il est vrai que la dimension politique ne permet pas toujours de faire une prévision sensée. Mais au moins on peut dire "il se passera ceci si, et cela sinon".

3. "En parcourant les blogs économiques qui fleurissent sur la toile, on voit bien que **les solutions à la crise ne manquent pas"**

Il est tout à fait intéressant de voir que la blogosphère est devenue la source de l'expertise. Ce ne sont plus ni les articles de presse, ni les discours officiels qui font référence. Il est vrai que la presse en général et les officiels en particulier ont montré une indigence tellement consternante aussi bien dans la prévision de la crise, de la compréhension de ses causes, de l'anticipation des mesures prises et surtout non prises, qu'on comprend que plus personne n'y cherche de solutions. Y compris les économistes de banques qui considèrent que leur science ne leur apporte pas de solution et qui la cherchent ailleurs.

4. "Toutes ces solutions ont en commun de s'apparenter à l'un des trois types cités plus haut : la mutualisation, la monétisation, le défaut".

Ce qui est drôle est que la mutualisation est le principe même des "subprimes" : je mélange allègrement de la bonne dette avec de la mauvaise dette et je crois que tout va aller très bien. Il est toujours curieux de voir des organismes qui se sont fait piéger par les "subprimes" et Oddo est une banque qui a collé des subprimes sans vergogne dans tous les portefeuilles gérés, de trouver qu'une solution de "subprime" mais à l'échelon européen serait fantastique.

Tout aussi drôle est de consacrer comme panacée la monétisation de la dette comme si elle n'était pas interdite par le traité de Maastricht. Il y aurait donc quelques défauts de structure dans la zone Euro ? Il ne s'agit plus seulement de l'Espagne. On ne nous en avez rien dit ! On découvre soudain. On n'en tire quelle conclusion ? Vive la planche à billets, les autres nations , ceux qui peuvent laisser aller leur banque centrale, allant tellement bien !

Quant au défaut, il veut dire que les portefeuilles gérés par Oddo sont en très grand danger car un

défaut général de tous les pays qui ont dépassé 350% de dette globale les mettrait totalement à sec. Que faut-il comprendre ? Qu'il faut vite sortir ses fonds d'Oddo pour courir les mettre dans une banque allemande ou suisse ou dans du bien réel déjà surévalué ?

Ce court examen démontre plusieurs de nos assertions récurrentes.

Oui il fallait regarder la dette globale et cette remontée fantastique depuis 1971 de son encours et le fait qu'un peu partout elle dépassait 350% du PIB, un taux intenable. Corollaire : il fallait comprendre pourquoi cette hausse a eu lieu. Faute de ce minimum d'analyse, les écrits économiques flottent comme les yeux dans le bouillon. On sait que pour nous la cause est à chercher dans les défauts du système monétaire international. La création de liquidité s'est faite par cette porte là et n'a pas cesser depuis. La première solution à évoquer est donc la réforme du système monétaire international.

Oui le système de l'Euro est incohérent. Nous avons essayé inlassablement de montrer pourquoi. Il valait mieux une monnaie de référence avec des monnaies nationales à taux fixe mais ajustables. La vraie question est de savoir comment on réforme la zone Euro pour qu'elle cesse de souffrir de ses défauts de construction. Des expédients à court terme ne suffisent pas. Il faut une CONCEPTION explicite et solide, à la fois économique et politique. Sans cette conception, rien ne peut se faire. Où est elle décrite ?

Oui c'est la panique générale, et on ne cherche depuis 5 ans, au G.20, comme en Europe, comme en France, à gagner du temps, à masquer que la faillite générale est là. Il ne reste plus que des expédients. Faute de réforme du système monétaire international, faute de réforme du système monétaire européen, les peuples n'ont qu'à subir les foucades des politiques nationales hébétées (La Grèce) ou inconséquentes (la France) et les réactions des marchés et des autorités dites de régulation qui ne régulent rien du tout.

Il est amusant que l'économiste d'Oddo n'ait pas cité une source de sortie de crise : la croissance. Ne croirait-il pas notre président qui en a fait sa mantra ? Il est vrai qu'en mettant en œuvre la politique "d'achat de l'électeur" par de la dette et de la dépense publique gagée sur le vol des "riches", dont Oddo gère l'épargne, le fumet Hollandais n'est pas particulièrement ragoûtant.

Tout cela donne une image tragique de l'impuissance et du décalage qui frappe les économistes professionnels français face à la crise mondiale qui frappe.

Incapables de comprendre que la cause est dans le système monétaire international, ils ne comprennent pas qu'il faut complètement repenser le secteur "des marchés" financiers. Ceux-ci sont mythifiés et considérés comme des bazars incontrôlables par personne. Billevesées ! Lorsque le monde s'est retrouvé en 1944 avec un tas de dettes vertigineuses, il a été compris qu'il fallait un effort ordonné de croissance qui passait par des changes fixes, des responsabilités d'état sur le change des monnaies, une coopération surveillée par un organe sévère, le FMI. Dès qu'on a démantelé ce dispositif, tout s'est mis à chanceler jusqu'à l'écroulement actuel.

Il faut donc reconstruire un système monétaire international mais sans les défauts rédhibitoires du précédent, dont le principal était l'absence de paritarisme. Cela réduira drastiquement de nombreux marchés financiers. Et alors ? La spéculation sur le Forex de robots qui génèrent des millions d'ordres sans aucun rapport avec les flux économiques réels est-elle à ce point merveilleuse ?

Cela permettra que tous les pays repartent vers la croissance de façon coordonnée avec interdiction de trop gros déficits et de trop gros excédents de balance commerciale.

Vous avez dit croissance ? Alors il faut lire le journal Le Monde (daté du 15 juin) où Jean Gadrey et Florence Jany-Katri, professeurs d'économie à Lille et Dominique Méda professeure (beurk ce "e" inutile et hideux) de sociologie à Paris Dauphine, d'illustres inconnus n'ayant jamais annoncé ni

éclairé la crise actuelle, se croient obligés d'expliquer **qu'il ne faut pas faire l'apologie de la croissance**.

En général quand des économistes universitaires se mettent à plusieurs, c'est mauvais signe. Quand en plus ils s'adjoignent un sociologue (ou un philosophe) on est à peu près sûr du désastre. Si les idées sont bonnes elles n'ont pas besoin du support du nombre. L'accumulation des titres universitaires rend plutôt suspect le moindre articulet.

Ces athlètes de la pensée économique ont donc uni leur force pour pondre cette phrase positivement géniale qui mériterait qu'ils se fassent vider de leur université avec un magistral coup de pied au bas du dos. Nous citons sans rire :

"Cet argument (en faveur de la croissance NDLR) intègre dans la période récente la conviction que la crise des dettes publiques exigent le retour d'une croissance aussi forte que possible oubliant que cette crise est apparue aux Etats-Unis …au terme d'une période de croissance ! "

Imagine-t-on que deux puissants agronomes soutenus naturellement par une professeur(e) de sociologie aient écrit dans le journal Le Monde : " Ceux qui demandent le retour du beau temps le font en oubliant que le mauvais temps est apparu … après une période de beau temps". Très probablement les paysans du coin les auraient balancés dans la mare la plus proche.

On se pince. On relit la phrase. Mais non on n'a pas rêvé !

Là on est au sublime de la pensée économique lilloise et on met en jeu, sans hésitation, la réputation de Paris-Dauphine pour expliquer que la récession suivant une période d'expansion la période d'expansion est malvenue. Faut-il en rire ou en pleurer ? On sait que malheureusement de nombreux professeurs d'économie français sont très au dessous du niveau minimum souhaitable, surtout en matière monétaire. C'est une affaire qui date des années 60 mais qui n'a fait qu'empirer.

L'enseignement universitaire de l'économie comme la Justice en général, sont deux administrations effondrées où le niveau des personnels est devenu absolument consternant. .

Mais là on touche le fond. Et un journal national ose publier de pareilles âneries ?

Evidemment nous ne rapprochons pas les sottises de ces trois olibrius (l'article baigne dans la même bêtise crasse de la première à la dernière ligne) avec le bulletin d'Oddo. Ce dernier démontre le temps qu'il a fallu pour qu'un peu lumière finisse par filtrer et la difficulté qu'il y a à étendre à la réalité globale les lueurs entre aperçues avec l'Espagne. Le second témoigne de la nullité universitaire ambiante.

Dans les deux cas on voit combien les journalistes , hommes politiques et finalement, le peuple lui-même, sont mal aidés par les professionnels qui auraient du prévenir et éclairer au moins l'aspect économique de la politique française.

On dira : ce n'est pas proprement français. Voyez le plan de Lisbonne qui devait faire de l'Europe en 2010 la partie du monde la plus compétitive. L'échec n'est pas léger : il est total. Cela n'a pas empêché de créer un nouveau plan 2020 présenté par Barroso. Que de l'émotion ! Que du politiquement correct ! Et un vide économique abyssal, garantie absolue d'un nouvel échec total

On a souvent répété que la crise de 1929 était due à l'incompétence des hommes politiques et des citoyens en matière d'économie. C'est exactement pareil pour le drame économique actuel. Sauf que cette fois-ci les économistes professionnels sont aussi en tête de cortège !